

- Quelle responsabilité l'Etat a-t-il dans l'économie du pays?

Il doit en favoriser la croissance et combattre les déséquilibres du marché.

- Nomme et explique les deux attitudes opposées que l'Etat peut adopter concernant sa politique économique.

– *Interventionnisme: il joue un rôle de régulateur. Il peut augmenter ses dépenses pour créer des emplois et relancer l'économie. Ce faisant, il risque de s'endetter.*

– *Libéralisme: son rôle se limite au contrôle de l'inflation à travers la politique monétaire (la BNS augmente le taux directeur lorsqu'elle décèle un risque d'inflation, voir page 59).*

- Quels sont les partis politiques qui défendent plutôt l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie?

Les partis de gauche. En Suisse, le Parti socialiste et les Verts (voir page 24).

- Et quels sont ceux qui favorisent plutôt une politique économique libérale?

Les partis de droite. En Suisse, le Parti libéral-radical, mais aussi l'UDC, entre autres.

- Pourquoi, même si elle le souhaitait, la Suisse ne pourrait-elle pas mener une politique économique strictement keynésienne (interventionniste)?

Parce que la Confédération ne contrôle pas entièrement les dépenses publiques. Beaucoup relèvent de la compétence des cantons et des communes, qui ont une grande marge de manœuvre due au fédéralisme.

- Quelle politique économique est menée par la plupart des pays du monde aujourd'hui?

Le libéralisme.

- Donne un exemple où le désengagement de l'Etat en Suisse est visible.

La privatisation de certains secteurs de La Poste Suisse (libéralisation du marché des colis depuis 2004). La libéralisation du marché des télécommunications (fin du monopole de Swisscom avec l'arrivée de Sunrise et Orange notamment) et le passage de Swisscom en société anonyme de droit privé (la Confédération détient plus de 50% du capital-actions, fixe certaines contraintes à l'entreprise, comme la garantie du service universel, mais n'en est plus l'unique propriétaire).

La politique économique (suite)

- En quoi notre fiscalité intéresse-t-elle de riches étrangers (et des entreprises étrangères) ?

Elle est basse en comparaison internationale.

- Explique quel intérêt Johnny Halliday et Michael Schumacher ont à s'installer en Suisse.

Ils bénéficient d'un forfait fiscal, basé non pas sur ce qu'ils gagnent, mais sur ce qu'ils dépensent, et paient donc moins d'impôts.

- Quels domaines bénéficient encore d'une politique économique interventionniste de l'Etat en Suisse et comment cela se concrétise-t-il ?

Certains domaines reçoivent de fortes subventions. L'exemple le plus flagrant en Suisse est l'agriculture, mais la recherche dans les écoles fédérales en est un autre.

- Pourquoi le DFE (Département fédéral de l'économie) a-t-il comme priorité d'accroître les échanges avec l'étranger et d'aider les pays en développement ?

– L'import-export favorise la croissance économique. L'économie suisse ne produit pas tout ce dont elle a besoin et, surtout, ne consomme pas tout ce qu'elle produit (voir la théorie des avantages comparatifs, page 7).

– Plus les pays pauvres se développent, plus ils deviennent des partenaires commerciaux intéressants, car ils peuvent acheter les produits que nous vendons...

- Pourquoi une autre des priorités du DFE est-elle l'augmentation de la concurrence entre les entreprises ?

La concurrence entre les entreprises stimule l'innovation et génère une plus grande production. Ces deux facteurs sont positifs pour l'économie du pays.

- En Suisse, les dépenses publiques représentaient 32,9% du PIB en 2010, contre 56,1% en France et 57,9% au Danemark. Qu'est-ce que cela signifie concernant la politique économique helvétique ?

Qu'elle est peu interventionniste.
